

REÇU LE

14.FEV.1994

PREFECTURE DE L' AISNE

ARRETE relatif à l'exploitation
d'une carrière de sable siliceux
située sur le territoire des communes
de GRISOLLES et LA CROIX-SUR-OURCQ

DIRECTION DES LIBERTÉS PUBLIQUES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

RÉF. N° 94-818

LE PREFET DE L' AISNE,

AFFAIRE SUIVIE PAR :

TÉL.

VU le code minier et notamment son article 106 ;

VU la loi n° 76-29 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour son application ;

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

VU le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la police des mines et des carrières ;

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives ;

VU la demande présentée le 20 mars 1992, par laquelle M. Alain BARBEAU, agissant en qualité de Directeur Général de la Société SIFRACO, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sable siliceux sur le territoire des communes de GRISOLLES et LA CROIX-SUR-OURCQ ;

VU les plans et documents joints à la demande précitée ;

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique et les conclusions motivées du commissaire enquêteur ;

VU les avis exprimés lors de la consultation administrative ;

VU le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie, en date du 18 juin 1993 ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières en date du 10 décembre 1993 ;

./.

Le pétionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire Général ;

A R R E T E

ARTICLE 1 -

La société SIFRACO, dont le siège social est situé 11 rue de Téhéran 75008 PARIS, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de sable siliceux sur le territoire des communes de GRISOLLES et LA CROIX SUR OURCQ aux lieudits :

GRISOLLES

Lieux-dits :

- . "La Plaine du Château"
section A parcelles 45p, 47.
- . "Le Chemin de la Croix"
section A parcelles 33 à 40.
- . "La Folie"
section A parcelles 131, 135, 136, 139.
- . "Le Château"
section A parcelle 198p. ~~→~~ devenue A 866

et le chemin CV n° 4

Superficie totale..... 42 ha 35 a 39 ca

LA CROIX SUR OURCO

Lieux-dits :

- . "Les Bruyères"
section D parcelles 527 p, 528p, 529p, 530 à 533.
- . "La Pierre aux Fées"
section D parcelles 534, 535p, 538p, 539p, 562 à 565 partielles,
572 à 574 partielles, 576p, 577 à 579, 582 à
586, 588 à 593, 692.
- . "Le Bois d'Houssois"
section D parcelles 594 à 598, 601 à 617, 621, 622, 624, 735.
- . "Le Trou Mouton"
section D parcelles 625p, 626p, 633p, 634p, 635p.
- . "Le Bochet de la Fardée"
section D parcelles 652p, 666, 667.
- . "Le Chemin de Neuilly"
section D parcelles 677, 680p, 681, 691.

Superficie..... 58 ha 53 a 90 ca

Ces parcelles, actuellement occupées à 79 % par des terres agricoles et à 21 % par des terrains boisés, représentent une surface totale de 100 ha 89 a 29 ca, telle qu'elle est définie sur le plan cadastral au 1/5000 ème, joint au dossier de demande d'autorisation et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 -

L'autorisation porte sur des terrains dont la superficie susceptible d'être affectée à l'exploitation est de 82 ha.

Elle est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date du présent arrêté.

Par ailleurs, elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de forage dont est titulaire le bénéficiaire de la présente autorisation.

.../...

ARTICLE 3 -

La présente autorisation vaut pour une exploitation satisfaisant dans ses caractéristiques aux modalités du présent arrêté et à celles de la demande d'autorisation et de ses annexes qui ne lui sont pas contraires :

3.1. Décapage

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles de Picardie devra être averti, par écrit, au moins un mois à l'avance, de la date prévue de début des travaux, afin notamment qu'il soit convenu du calendrier de leur exécution.

Par ailleurs, toute découverte, même fortuite, pouvant intéresser la Préhistoire, l'Histoire, l'Art, l'Archéologie, ou la Numismatique, devra être déclarée sans délai à ce même service :

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
de PICARDIE
SERVICE REGIONAL DE L'ARCHEOLOGIE

5 rue Henri Daussy
80044 AMIENS CEDEX 1**

3.2. Exploitation

L'exploitation, de type en butte, sera menée à l'aide d'engins mécaniques appropriés. Elle sera réalisée suivant 28 phases conformément au plan de phasage décrit dans le dossier de demande d'autorisation.

? (La déviation du CV n° 4 interviendra au plus tôt 20 ans après la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

L'extraction ne devra pas descendre en dessous de la cote NGF 132 m.

.../...

Dans le cas de mise à nu de blocs de grès trop gros pour être manipulés par le chargeur ou pour des raisons de sécurité dans le cas de front de taille instables verticaux, l'emploi des explosifs pourra être autorisé sous réserve :

- . du respect de la réglementation sur l'emploi, le transport et la détention des explosifs ;
- . des prescriptions énoncées à l'article 4.4 ci-dessous ;

Une copie des éventuelles demandes d'emploi d'explosifs devra être adressée à la DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT de PICARDIE - Subdivision de SOISSONS.

Le front de taille sera scindé en plusieurs gradins.

Dès lors que celui-ci atteindra une hauteur de 13 mètres, l'exploitant réalisera une banquette intermédiaire d'une largeur minimale équivalente à la plus grande hauteur des talus qu'elle sépare.

Au terme de chaque journée d'exploitation, les fronts de taille devront être purgés de toutes masses ébouleuses.

La présente autorisation vaut pour une production annuelle maximale de 800 000 tonnes.

ARTICLE 4 -

Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables en la matière et des mesures particulières de police prescrites en application de l'article 84 du Code Minier, l'exploitation devra satisfaire aux prescriptions suivantes :

4.1. Panneaux et bornes

Avant le début des travaux, l'exploitant apposera, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation et l'objet des travaux.

Des bornes seront placées pour délimiter le périmètre de la carrière ; ces bornes seront maintenues en place pendant toute la durée de l'exploitation ; un plan de bornage en trois exemplaires sera transmis dans les deux mois suivant la notification de l'arrêté d'autorisation à la DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT de PICARDIE - Subdivision de SOISSONS - 47 avenue de Paris 02200 SOISSONS.

.../...

4.2. Distance de protection

Les bords des excavations devront être établis et tenus à une distance horizontale de 10 mètres des limites du périmètre autorisé, cette distance sera portée à :

- . 100 mètres en bordure de la maison d'habitation de la ferme du château,

- . 15 mètres en bordure du CV n° 4,

- . et à 20 mètres en bordure de la RD 973.

En outre, compte-tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'exploitation devra être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.

4.3. Accès

L'évacuation des matériaux vers l'usine de MONTGRU SAINT HILAIRE se fera par une route entièrement privée depuis la carrière d'Houssoy jusqu'à la carrière existante de MONTGRU SAINT HILAIRE, et ensuite par la D 79 jusqu'à l'usine, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Aux abords des carrefours avec la RD 794 et la voie communale de La Croix sur Ourcq à Latilly, la voie privée sera dotée de ralentisseurs et de panneaux STOP. Son tracé sera réalisé avec courbes et contre-courbes. Ces aménagements devront être approuvés par les services techniques du Conseil Général.

L'extraction des sables siliceux ne pourra débuter qu'après réalisation de cette voie privée.

Seuls les camions à destination directe des clients emprunteront la D 973.

Ces accès feront l'objet d'une présignalisation routière étudiée en liaison avec les Services Locaux de la DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT et approuvée par ceux-ci.

Une barrière mobile, verrouillée en dehors des périodes d'activité, interdira l'accès à la zone d'extraction à toute personne étrangère depuis l'accès précité.

.../...

Toutes zones dangereuses et notamment les abords des fronts de taille et du chemin rural devront être protégés par une clôture solide et efficace afin d'interdire l'accès de la carrière à toute personne étrangère à l'exploitation.

Les traversées des villages par les camions et engins desservant ou travaillant sur la carrière ne devront pas générer de vibrations susceptibles de mettre en péril les bâtiments.

4.4. Bruit

L'exploitation de la carrière est interdite les dimanches et jours fériés, ainsi qu'entre 22 heures et 5 heures les autres jours de la semaine.

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier conformes à un type homologué au titre du décret du 18 avril 1969).

L'activité du chantier n'engendrera pas, en limite des lieux habités, un niveau acoustique équivalent, mesuré en dBA suivant la norme S 31.010, supérieur à :

- . 50 dBA entre 7 heures et 20 heures les jours ouvrables,
- . 40 dBA en dehors des périodes citées ci-dessus.

Les tirs à l'explosif doivent être conçus et exécutés de manière à ne pas engendrer dans les habitations, les locaux de travail autres que ceux de l'exploitation et les locaux recevant du public, un niveau de vibrations susceptible d'être ressenti directement par les personnes qui les occupent comme une gêne notable.

4.5. Protection de la nappe phréatique et des eaux superficielles

Trois piézomètres seront implantés ; le premier à la pointe Nord-Est de l'exploitation, les deux autres de part et d'autre de la route qui va de Grisolles à La Croix sur Ourcq, conformément aux indications de l'hydrogéologue.

Une analyse de type C3 sera effectuée avant le début de l'exploitation de la carrière.

Des analyses annuelles de contrôle seront pratiquées par la suite. Les résultats de ces analyses seront transmis à la DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT (DRIRE) dans les quinze jours.

La fréquence et la liste des paramètres à analyser pourront être modifiées sur proposition de la DRIRE, au vu des résultats enregistrés.

.../...

Toutefois, les frais résultant de ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

Dans le cas où l'exploitation de la carrière provoquerait le tarissement de la source, la Société SIFRACO assurera l'alimentation de la citerne de Château (laquelle alimente la ferme et la fontaine de Grisolles) soit par un raccordement au réseau d'eau potable, soit par une alimentation par un puits dans la nappe des sables de Beauchamps, conformément aux dispositions de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Toutes mesures seront prises pour interdire la mise en décharge ou le déversement de matériaux ou produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux superficielles ou souterraines.

Tout stockage de produits, susceptibles de provoquer une pollution accidentelle des eaux, notamment tout stockage de carburants pour les engins et véhicules de chantier, sera muni d'une cuvette de rétention étanche de capacité au moins égale au volume maximal.

Le remplissage des réservoirs de carburants, l'entretien, les vidanges et graissages de ces matériels attachés à l'exploitation, seront effectués sur une aire bétonnée étanche formant cuvette de rétention.

Tout écoulement accidentel sera aussitôt récupéré.

Les huiles usagées devront être confiées, soit à une entreprise de régénération agréée soit au ramasseur départemental agréé, à l'exclusion de toute autre destination.

L'exploitant confectionnera des fossés de façon à diriger les venues d'eau en provenance de la couche supérieure calcaire vers l'intérieur de la carrière.

L'exploitant réalisera le curage du ru Villon à chaque fois que ce sera nécessaire.

4.6. Impact visuel

Pour limiter la perception depuis les abords du projet, l'exploitant réalisera les aménagements suivants :

- . des haies hautes pluristratifiées, composées d'arbres de haut jet ou taillés en cépée, seront plantées dans la bande des 10 mètres le long d'une partie des limites fixes du projet, comme indiqué sur la plan figurant page 110 de l'étude d'impact ;
- . le long des axes routiers, les merlons devant limiter l'accès à la carrière seront doublés de haies arbustives.

Cet écran visuel précèdera la progression de la carrière.

.../...

4.7. Poussières

L'arrosage des pistes pour limiter les envols de poussières sera réalisé en tant que besoin.

Les camions devront être chargés de manière à éviter les pertes de sable sur la voie publique. Par temps sec, le sable sera humidifié afin de prévenir les risques d'envols.

4.8. Protection du milieu naturel

Le défrichement devra être effectué par petites surfaces et en dehors de la période de reproduction des espèces.

Le réaménagement devra favoriser la reconquête du site par les groupements végétaux existants actuellement.

4.9. Plan des travaux

En application de l'article SA 1 R du décret 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des Industries Extractives, la SIFRACO adressera, tous les ans, à la DIRECTION REGIONALE DE L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT de PICARDIE - Subdivision de SOISSONS - avant le 31 mars de l'année en cours, un plan en deux exemplaires au 1/2 000ème indiquant l'état d'avancement des travaux d'extraction et des travaux de remise en état au 31 décembre de l'année précédente.

ARTICLE 5 -

La remise en état des lieux, tant en cours de l'exploitation qu'à l'issue de celle-ci, devra être effectuée conformément aux engagements pris par le pétitionnaire, tels qu'ils figurent au dossier de la demande, et conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 modifié.

Elle comportera également la réalisation des mesures suivantes :

5.1. -

L'état final des lieux devra correspondre aux plans de remise en état au 1/ 5000 ème, joint au dossier de demande d'extension et dont un exemplaire sera annexé au présent arrêté.

Les travaux de remise en état devront être effectués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière coordonnée, conformément au phasage d'exploitation prévu.

Le carreau de la carrière sera largement remblayé et les fronts terminaux seront talutés et revégétalisés. La partie Sud du carreau sera modelée en pente douce (environ 1 %) vers le Nord, jusqu'aux installations de prétraitement, entre les niveaux 153 et 145 m NGF. La transition avec la plate-forme industrielle se fera par un talus d'une dizaine de mètres de dénivelé.

Dans la partie Est, le carreau sera remblayé jusqu'au niveau 160 m NGF et sera affecté d'une légère pente vers l'Ouest (5% maximum) pour se raccorder aux dernières zones remblayées.

L'aire de stockage des stériles, située au Nord-Ouest, formera une butte culminant à environ 165 m NGF, son talus Nord-Ouest prendra une pente d'environ 30% sur un dénivelé de 25 à 30 mètres. Vers l'intérieur du site, les versants seront talutés jusqu'au carreau de la carrière (128 à 132 m NGF) selon 2 gradins successifs d'une hauteur maximale de 20 mètres.

La terre végétale stockée sera régalée sur au moins 40 cm d'épaisseur avec tout le soin nécessaire pour ne pas tasser la couche par les engins de terrassement.

L'ensemble des talus réalisés seront ensemencés par un mélange de graminées et de légumineuses et agrémentés d'arbustes tels que Cornouiller sanguin, Coudrier, Prunellier.

Sur les 71,8 ha remblayés du carreau, environ 43,6 bénéficieront d'une remise en terre agricole, le reste sera reboisé.

Le CV n°4 sera dévié en limite d'exploitation sur le secteur Nord-Est. Ses caractéristiques seront étudiées en collaboration avec la DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.

5.2. Plantations

Le reboisement sera réalisé à l'aide de plants d'essence locale. La densité des plantations sera de 1 200 plants par hectare.

Les plantations d'espèces variées en petits placeaux homogènes éviteront la monotonie du reboisement. Elles seront adaptées aux sols reconstitués telles que le chêne sessile, le charme, le merisier, l'érable champêtre.

Sur les zones plus humides en raison de la proximité de la nappe (132m NGF), seront plantés le chêne pédonculé et l'aulne glutineux.

Les plantations seront taillées chaque année à partir de la deuxième année suivant la remise en forme définitive de chaque phase d'exploitation. Les plants seront entretenus dans les premières années suivant leur plantation, ceux n'ayant pas repris seront remplacés.

5.3. -

En fin d'exploitation, il sera procédé à un nettoyage complet des terrains : tous matériels, stocks de matériaux, déchets ou détritiques divers seront enlevés.

La remise en état des lieux et notamment les plantations devront être effectuées au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation, et devront être terminées au plus tard à la date d'expiration de la présente autorisation.

Ces mesures sont prescrites sans préjudice des dispositions supplémentaires qui pourraient être imposées, si nécessaire, pour la protection des intérêts visés par les articles 83 à 85 du Code Minier.

ARTICLE 6 -

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'Environnement, doit faire l'objet d'une autorisation préalable du PREFET.

ARTICLE 7 -

L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté restera par ailleurs soumise aux lois et règlements qui la concernent, notamment aux dispositions des décrets numéros :

- . 80-330 du 7 mai 1980 relatif à la Police des Mines et des Carrières,
- . 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des Industries Extractives,
- . 54-321 du 15 mars 1954 et
- . 64-1148 du 16 novembre 1964 sur l'exploitation des carrières à ciel ouvert,

et

- . Arrêté du 9 février 1990 relatif au recours à un organisme extérieur agréé, pour le développement de la prévention en matière de sécurité et de salubrité du travail dans les carrières.

.../...

ARTICLE 8 -

8.1

La contribution de l'exploitant de carrière à la remise en état des voiries départementales et communales reste fixée par les règlements relatifs à la Voirie des Collectivités Locales.

8.2

La partie de la ligne aérienne HTA allant de la ferme du château au ru Villon sera démontée au frais de l'exploitant.

8.3

Accord avec la Société TRAPIL :

- après exploitation et remblaiement de la carrière, le pipeline sera posé suivant le tracé initial, conformément aux servitudes acquises par la société TRAPIL,
- en cas de pose du pipeline pendant l'exploitation de la carrière, les sociétés SIFRACO et TRAPIL examineront ensemble le tracé du pipeline dans la propriété de la société SIFRACO en conformité avec le règlement de sécurité des pipelines à hydrocarbures liquides ou liquéfiés, la société SIFRACO prenant en charge les nouvelles servitudes et, le cas échéant, le surcoût des travaux de pose du pipeline entre le tracé initial et le tracé retenu. Si le passage du pipeline devait intéresser des propriétés de tiers, la société SIFRACO ferait son affaire de la création des servitudes correspondantes.

8.4

L'exploitant veillera à ce que l'alimentation en eau potable de la Commune de LA CROIX SUR OURCQ soit maintenue. La canalisation sera déplacé au frais de l'exploitant en bordure du CV 4 avant que l'exploitation s'approche à moins de 20 mètres du tracé présumé de cette canalisation.

.../...

ARTICLE 9 -

Sans préjudice dans sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du code minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité ou d'hygiène, ou d'inobservation des mesures imposées en application de l'article 84 du code minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

ARTICLE 10 -

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.


Un extrait en sera publié par les soins du Préfet aux frais du pétitionnaire, dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département et affiché en mairie par les soins des maires des communes de LA CROIX-SUR-OURCQ et de GRISOLLES.

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la préfecture, le Sous-Préfet de CHATEAU-THIERRY, les Maires de LA CROIX-SUR-OURCQ et de GRISOLLES, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie à AMIENS, l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'industrie et des mines en poste à SOISSONS, le Directeur départemental de l'équipement, le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le Directeur régional de l'environnement de Picardie à AMIENS, le Chef du service départemental de l'architecture à LAON, le Directeur régional des affaires culturelles de Picardie, service régional de l'archéologie à AMIENS, le Directeur régional de France-Télécom à AMIENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le Directeur général de la Société SIFRACO.

Fait à LAON, le 8 FEV. 1994

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,


Jean-Paul KIHU

ETAT FINAL



— Limite du projet

Bois

Terre agricole

Pelouse calcicole

Echelle : 1/5000

